

SERVICE TECHNIQUE

☎ 05 46 30 19 19

✉ domaine.public2@aytre.fr

Affaire suivie par : LM/Gestion du Domaine Public

**Arrêté temporaire n° 25-AT-0172
Portant réglementation de la circulation**

AVENUE EDMOND GRASSET (D939)



VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

VU le Code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-21-1, R. 413-1 et R. 417-10

VU l'autorisation de voirie n° 25-AV-0202 en date du 19/05/2025 par laquelle SPIE SA demeurant 31 rue Jacques de VAUCANSON 17180 PERIGNY représentée par Sébastien LACAYROUZE obtient l'autorisation pour la réalisation de travaux sur le domaine public et l'occupation temporaire de ce dernier :

- Réseaux aérien ou souterrains ou branchement - EDF, Réalisation de tranchées prévue du 5A au 2BIS AVENUE DU GENERAL DE GAULLE et du 5 au 4BIS AVENUE EDMOND GRASSET (D939)

CONSIDÉRANT que des travaux Modification de raccordement C5 en C4 - CAISSE REG CREDIT AGRICOLE MUTUEL 17-79 rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, du 24/06/2025 au 11/07/2025 AVENUE EDMOND GRASSET (D939)

Le Maire d'Aytré **ARRÊTE** :

ARTICLE 1 :

À compter du 24/06/2025 et jusqu'au 11/07/2025, du 5 au 4BIS AVENUE EDMOND GRASSET (D939), un rétrécissement de chaussée, compte tenu de la réalisation des travaux en bordure de voie, entraîne une modification des conditions de circulation et de stationnement. La vitesse des véhicules est limitée à 30 km/h. Les emplacements de stationnement situés au droit de l'empiètement sont neutralisés.

ARTICLE 2 :

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, SPIE SA.

ARTICLE 3 :

Monsieur le Maire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Fait à Aytré, le 19 juin 2025

Tony LOISEL

Monsieur le Maire

DIFFUSION:

- SPIE SA
- Monsieur le Maire
- DDSP
- Responsable Police Municipale

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.